

Équipes d'évaluation et de prise en charge des comportements menaçants (BTAM)

Vue d'ensemble

L'évaluation et la prise en charge des comportements menaçants (BTAM) est un processus systématique qui s'appuie sur des données probantes et dont le but est **d'identifier, d'enquêter, d'évaluer** et de **prendre en charge** les menaces potentielles. Des équipes **pluridisciplinaires**, composées de prestataires de services de prévention¹ issus des secteurs de l'éducation, de la santé mentale, des services sociaux, des forces de l'ordre, des communautés religieuses et d'autres institutions communautaires, peuvent s'appuyer sur un processus d'évaluation et de prise en charge des comportements menaçants afin de proposer des alternatives aux interventions de la justice pénale auprès des personnes susceptibles de basculer dans la violence. Des équipes BTAM peuvent être mises en place dans des établissements scolaires, sur des lieux de travail et au sein des communautés.

La mise en place d'une équipe BTAM efficace repose sur un processus cohérent qui consiste à :

- **Identifier** les comportements préoccupants d'individus et les changements dans ces comportements ;
- **Enquêter** en cherchant à établir les faits afin d'apporter des informations dans le cadre de l'évaluation ;
- **Évaluer** le comportement des personnes concernées pour déterminer le niveau de préoccupation qu'elles présentent ; et
- **Mettre en œuvre et gérer** des stratégies d'intervention afin d'orienter les personnes concernées vers des services d'accompagnement et de prise en charge avant qu'elles ne commettent des actes de violence.

Lorsqu'une personne présente des indicateurs comportementaux évocateurs d'une trajectoire de violence, les équipes BTAM évaluent différents **facteurs de risque** susceptibles d'accroître la probabilité de violence ainsi que des **facteurs de protection** susceptibles d'atténuer le risque de violence. Les facteurs de protection jouent un rôle important dans l'élaboration d'une stratégie de prise en charge sur-mesure. Les facteurs recherchés apparaissent au niveau social ou environnemental, situationnel et individuel.²

Social/environnemental	Situationnel	Individuel
<ul style="list-style-type: none"> • Normes et valeurs culturelles • Intégration et cohésion sociales • Influence des médias et de l'information 	<ul style="list-style-type: none"> • Influences environnementales • Événements de la vie et facteurs de stress 	<ul style="list-style-type: none"> • Bien-être mental et état psychologique • Traits de personnalité et comportements • Antécédents de violence ou d'agressivité • Relations sociales

Pourquoi BTAM ?

BTAM est une initiative de prévention qui joue un rôle vital et vient renforcer les mesures de sécurité classiques, comme la sécurité physique, la prise en charge des situations d'urgence et la sécurité du personnel. En plus d'intervenir afin de prévenir des actes potentiels de violence ciblée, les équipes BTAM peuvent également renforcer la résilience à la violence ciblée. Pour ce faire, elles peuvent :

- Mettre en relation les personnes concernées avec les services d'aide ;
- Améliorer le contexte de sécurité dans les établissements scolaires et les lieux de travail ;¹ et
- Réduire les sanctions disciplinaires d'exclusion dans les établissements scolaires et promouvoir un résultat positif sur le plan éducatif.²

¹ Un prestataire de services de prévention est un professionnel qualifié et compétent qui (1) prévient directement ou indirectement la violence en aidant à acquérir les connaissances, les comportements et les compétences nécessaires pour obtenir des résultats sûrs, positifs et sains ; et/ou (2) établit des facteurs de protection et s'attaque aux facteurs de risque afin de réduire les risques au sein d'une communauté ; et/ou (3) fournit des services à l'échelle individuelle, selon les besoins constatés, pour prévenir la violence ; et/ou (4) joue un rôle de décideur dans l'élaboration des politiques, ou de chef de programme, en matière de prévention de la violence.

² Pour en savoir plus, consultez [Enhancing Behavioral Threat Assessment and Case Management Capabilities Through a Public Health-Informed Approach: CP3 Prevention Resource](#).

Quelles sont les bonnes pratiques ?

- Faire en sorte que l'équipe soit **pluridisciplinaire** et soit composée de membres issus de milieux socioprofessionnels divers et variés.
- Doter les équipes BTAM qui existent déjà **d'outils et de formations de prévention de la violence ciblée et du terrorisme**.
- Utiliser des **outils éprouvés d'évaluation des menaces** et des **modèles basés sur des données probantes**.
- Assurer une **évaluation** régulière en développant des indicateurs pour évaluer l'efficacité du processus d'évaluation des menaces et de prise en charge des dossiers.
- Former les intervenants sur des thématiques comme **l'obligation de mise en garde, l'obligation de protection, les lois HIPAA et FERPA**, et s'assurer que les activités d'évaluation des menaces respectent les normes juridiques, éthiques et professionnelles.
- **Privilégier l'intervention BTAM dans les stratégies des États** pour la prévention de la violence ciblée et du terrorisme et faire en sorte que les activités soient pleinement intégrées dans les ressources d'État, comme les services de santé mentale et comportementale et d'autres services d'accompagnement.

BTAM en pratique :

Un sous-ensemble de projets du Targeted Violence and Terrorism Prevention (TVTP) Grant Program est directement axé sur des individus qui présentent des indicateurs comportementaux associés à une trajectoire de violence. Sur l'ensemble des types de projets de prise en charge de dossiers, les projets qui ont bénéficié d'un financement du TVTP ont ouvert 1 172 dossiers entre l'exercice 2020 et l'exercice 2023. Sur les 1 172 dossiers, les bénéficiaires TVTP ont proposé 881 aiguillages vers des ressources externes, dont 476 vers des services d'accompagnement en santé mentale/comportementale, 141 vers des services sociaux, 59 vers des services d'aide au logement, 48 vers des services de formation professionnelle/développement des compétences et 7 vers des services d'accompagnement confessionnel. Seuls 77 cas (6,5 %) ont donné lieu à un aiguillage vers les forces de l'ordre à des fins éventuelles d'enquête criminelle.




Le CP3 est conscient que les équipes BTAM sont amenées à évaluer des dossiers nécessitant un ensemble complexe d'interventions par de multiples prestataires de services, ce qui nécessite parfois une certaine coordination entre différentes ressources communautaires.

♥ Exemple 1 : Dossier impliquant un problème comportemental de longue date

 Problème	 Action	 Résultat
<p>Un individu qui présente des antécédents de violence au travail et souffre d'une maladie mentale grave a menacé d'ouvrir le feu dans un établissement de soins non-urgents.</p> <p>Compte tenu des antécédents de cette personne et de la gravité de la menace, la situation a nécessité une intervention immédiate, notamment d'un point de vue thérapeutique, afin d'éviter une aggravation de la situation.</p>	<p>L'équipe BTAM a travaillé en étroite collaboration avec les forces de l'ordre, les services de santé mentale et le bureau du procureur de l'État pour faire face aux accusations et proposer un traitement de santé mentale ordonné par le tribunal.</p> <p>L'intervention thérapeutique était l'objectif principal, l'équipe a facilité les discussions entre l'avocat commis d'office de la personne concernée et les autorités afin de convenir d'une résolution axée sur le traitement.</p> <p>L'équipe d'évaluation des menaces et l'équipe d'accompagnement communautaire avaient été formées ensemble. À ce titre, elles parlaient le même langage et partageant la même philosophie quant à l'approche BTAM, ce qui leur a permis d'aligner leur approche pour parvenir à une résolution sur ce dossier.</p>	<p>Le dossier a été résolu avec succès, un plan de traitement en santé mentale ayant été ordonné par le tribunal, ce qui a permis d'éviter une sanction juridique plus punitive.</p> <p>La collaboration entre les équipes a permis de privilégier une approche basée sur la santé publique pour prévenir la violence ciblée et traiter efficacement les problèmes de santé mentale sous-jacents.</p> <p>Cette intervention thérapeutique proactive a vraisemblablement permis d'éviter un nouvel incident violent tout en assurant à la personne concernée un suivi et des soins continus.</p>

Certains programmes ont utilisé les subventions pour fournir des outils, des formations et des conseils dans des dossiers qui nécessitent des interventions complexifiées par l'implication de la justice.

♥ Exemple 2 : Dossier de menace contre du personnel soignant

 Problème	 Action	 Résultat
<p>Un proche d'un patient gravement malade a démontré des comportements perturbateurs et a menacé de tuer des membres du personnel de l'hôpital.</p> <p>L'individu a été inculqué d'un crime, et l'équipe BTAM de l'hôpital a identifié de multiples facteurs de risque qui constituaient une menace persistante pour le personnel soignant.</p> <p>Il était nécessaire d'agir immédiatement afin d'assurer la sécurité du personnel et des patients tout en gérant la situation sur le plan thérapeutique.</p>	<p>L'équipe BTAM de l'hôpital a collaboré avec une équipe communautaire d'accompagnement et de lutte contre les menaces, constituée de professionnels du secteur de la santé mentale, des forces de l'ordre et du bureau du procureur de l'État.</p> <p>Ils ont axé leurs efforts sur le résultat thérapeutique avec des niveaux de supervision pour minimiser le risque de violence. L'équipe BTAM de l'hôpital a également joué un rôle primordial lors de la formation de l'équipe communautaire, en établissant une compréhension commune des processus BTAM et en promouvant la confiance.</p> <p>Au cours du mois suivant, l'échange d'informations s'est déroulé en toute transparence, dans le respect des exigences légales, entre les différents intervenants, en veillant à éclairer les mesures de sécurité sur le plan juridique et physique.</p>	<p>Le dossier a été résolu par une reconnaissance de culpabilité pour un délit mineur, ce qui a permis d'éviter une condamnation pour crime associée à une sentence excessivement punitive.</p> <p>Le tribunal a ordonné la mise en place d'un traitement de santé mentale surveillé, afin de remédier à la crise de santé comportementale sous-jacente.</p> <p>Le résultat ainsi obtenu a permis de responsabiliser la personne concernée, de la soumettre à une mesure de supervision et d'atténuer le risque de violence ultérieure.</p> <p>Cette collaboration a permis d'équilibrer les interventions sur le plan de la sécurité physique et de la sécurité psychologique pour le personnel soignant.</p>

Le CP3 donne la priorité à la protection de la vie privée, aux droits civils et aux libertés civiles, conformément aux autorités juridiques et à la politique du DHS. Le CP3 veille à ce que ses programmes incluent des mesures de protection constitutionnelles et juridiques fondamentales. Le CP3 ne se livre pas à des activités de collecte de données à grande échelle ou d'application de la loi, comme des enquêtes ou le recueil d'informations. Le CP3 ne pratique pas la censure et n'encourage pas et ne favorise pas la censure. La censure gouvernementale des points de vue porte atteinte aux droits constitutionnels de chacun, et constitue une pratique inefficace aux fins de prévention de la violence ciblée et du terrorisme.

Pour en savoir plus :

Le Center for Prevention Program and Partnerships (CP3) du Department of Homeland Security fournit des ressources pour prévenir et atténuer les actes de violence ciblée et de terrorisme.

Les **coordinateurs régionaux de la prévention** soutiennent les efforts de prévention contre la violence ciblée et le terrorisme au niveau de l'État et à l'échelle locale. Ils échangent des informations, proposent des formations et constituent des réseaux pour les partenaires communautaires qui peuvent s'engager dans la prévention. Pour en savoir plus, consultez le site [Regional Prevention Coordinators | Homeland Security \(dhs.gov\)](https://www.dhs.gov/regional-prevention-coordinators). Pour entrer en contact avec un coordinateur de la prévention régionale du CP3, envoyez un e-mail à l'adresse cp3field@hq.dhs.gov.

Le **Targeted Violence and Terrorism Prevention Grant Program (TVTP, programme de subventions pour la prévention de la violence ciblée et du terrorisme)**

fournit des fonds aux gouvernements des États, des collectivités locales, des tribus et des territoires, aux organisations à but non lucratif et aux établissements d'enseignement supérieur afin de mettre en place ou de renforcer les capacités de prévention de la violence ciblée et du terrorisme. Pour en savoir plus et déposer une demande, rendez-vous sur le site www.dhs.gov/tvtpgrants, ou contactez l'équipe chargée des subventions à l'adresse terrorismprevention@hq.dhs.gov.

Le site **Prevention Resource Finder** fournit des informations publiques sur les ressources fédérales pour se préparer à, et prévenir la violence ciblée et le terrorisme dans notre pays. Les ressources disponibles sur le site Internet incluent des ressources de soutien communautaire, des possibilités de subventions, des plateformes d'échange d'informations, des recherches fondées sur des données probantes et des offres de formation sur la réduction du risque de violence ciblée, notamment la violence ciblée fondée sur la haine. Pour en savoir plus, consultez le site [Prevention Resource Finder | Homeland Security \(dhs.gov\)](https://www.dhs.gov/prevention-resource-finder).

Ressources complémentaires

De nombreuses agences fédérales proposent des ressources axées sur l'évaluation des comportements menaçants et les équipes de prise en charge. Retrouvez ci-dessous certains de ces outils et supports pédagogiques susceptibles d'être utilisés à titre d'exemples et en guise de lignes directrices pour établir de telles équipes au sein de vos communautés. Bien que ces ressources et supports s'adressent principalement à des établissements scolaires, elles peuvent être adaptées à d'autres organisations.

Ressource	Description
Document du CP3, « Enhancing Behavioral Threat Assessment and Case Management Capabilities Through a Public Health-Informed Approach: CP3 Prevention Resource »	Grâce à des subventions fédérales et une assistance technique, le Centre pour les programmes et partenariats de prévention (CP3) a soutenu le déploiement de dizaines d'équipes dédiées à l'évaluation et à la prise en charge des comportements menaçants dans des communautés locales un peu partout aux États-Unis. Sur la base de ces travaux et avec la consultation d'experts, chercheurs et praticiens, cette ressource de prévention décrit comment les modèles d'évaluation et de prise en charge des comportements menaçants peuvent être enrichis en adoptant une approche de prévention de la violence ciblée et du terrorisme éclairée par la santé publique. Enhancing Behavioral Threat Assessment and Case Management Capabilities Homeland Security (dhs.gov)
National Threat Assessment Center (NTAC)	Le National Threat Assessment Center (NTAC, centre national d'évaluation des menaces) fournit des études et des conseils sur la prévention de la violence ciblée, l'évaluation des menaces et la gestion des risques. Les études incluent « Enhancing School Safety Using a Threat Assessment Model », un guide opérationnel pour la prévention de la violence ciblée à l'école ; « Improving School Safety Through Bystander Reporting », une boîte à outils pour renforcer les programmes de signalement au sein des établissements scolaires, de la maternelle à la 12e année ; et « Behavioral Threat Assessment Units: A Guide for State and Local Law Enforcement to Prevent Targeted Violence », un guide qui propose aux agences d'application de la loi, d'État et locales, un cadre évolutif permettant d'identifier et d'intervenir proactivement auprès des personnes qui présentent des comportements menaçants ou préoccupants au sein de leurs communautés.

Ressource	Description
« Making Prevention a Reality: Identification, Assessing, and Managing the Threat of Targeted Attacks » — FBI	<p>Ce rapport, un guide pratique sur l'évaluation et la prise en charge des menaces de violence ciblée, contient des stratégies concrètes pour aider les communautés à prévenir ce genre d'incidents. Le rapport détaille les bonnes pratiques, présente des études de cas et propose des outils destinés aux professionnels chargés d'évaluer les menaces, et souligne l'importance d'une intervention précoce.</p> <p>Making Prevention a Reality: Identifying, Assessing, and Managing the Threat of Targeted Attacks — FBI</p>
« First Responder's Toolbox: Threat Assessment and Management (TATM) » — The Joint Counterterrorism Assessment Team (JCAT)	<p>Cette ressource, produite par le JCAT, propose une vue d'ensemble du modèle d'évaluation et de prise en charge des menaces (TATM) et de son application à la prévention des actes de violence ciblée relevant du terrorisme. Cette ressource s'adresse aux professionnels de la sécurité publique et présente les éléments clés du modèle TATM et des équipes pluridisciplinaires, ainsi que plusieurs ressources complémentaires pour la formation des intervenants.</p> <p>https://www.dni.gov/files/NCTC/documents/jcat/firstresponderstoolbox/147s-Threat_Assessment_Threat_Managment.pdf</p>
Formations et ressources du National Threat Evaluation and Reporting Office (NTER, Bureau national d'évaluation et de rapport sur les menaces)	<p>Le NTER propose plusieurs ressources pédagogiques pour former les intervenants communautaires aux techniques et aux bonnes pratiques de l'approche BTAM. Il s'agit notamment du Master Training Program, qui prépare les partenaires aux niveaux fédéral, étatique, local, tribal et territorial (F/SLTT) à développer les processus et les capacités BTAM. Le NTER propose également la formation en ligne Foundations of Targeted Violence Prevention, qui apprend au grand public à identifier et à signaler les comportements préoccupants.</p>

¹ Nekvasil, E. & Cornell, D.G. (2015). Student Threat Assessment Associated With Safety in Middle Schools. Journal of Threat Assessment and Management. 2. 98-113. 10.1037/tam0000038.

² La recherche indique que les sanctions disciplinaires d'exclusion et les politiques de tolérance zéro peuvent être associées à des résultats négatifs pour le développement éducatif des élèves, y compris des résultats scolaires insuffisants et la délinquance. Voir Kern, L. (2024). School Shootings: Current Status and Recommendations for Research and Practice. Behavioral Disorders, 49(2), 116-127. <https://doi.org/10.1177/01987429231214801>